



Service public fédéral
Justice

A remplir par le greffe

Nombre de pages page(s)

- Tarif Constitution
 Tarif Modification
 Publication gratuite

Associations et Fondations

Formulaire I de demande d'immatriculation et/ou de publication dans les annexes du Moniteur belge

A compléter en lettres capitales et à joindre lors du dépôt d'un acte au greffe

Volet A : A compléter dans tous les cas

Volet B : Texte à publier aux annexes du Moniteur belge

Volet C : A compléter uniquement en cas de constitution

Volet A Identification

Ne pas remplir si constitution 1° Numéro d'entreprise : 420468373

2° Dénomination

(en entier) : **Centre d' Education à la Santé**

(en abrégé) : **Educa-Santé**

Sigle éventuel :

3° Forme juridique Association Sans But Lucratif

Autre :

4° Siège : Avenue Général Michel

N° : 1b Boîte :

Code postal : 6000 Localité : Charleroi

Pays : Belgique

Lorsque le siège n'est pas situé en Belgique, préciser l'adresse de l'unité d'établissement en Belgique

Il y a lieu de mentionner de préférence l'adresse de l'établissement principal en Belgique

N° : Boîte :

Code postal : Localité :

La facture relative à cette publication sera automatiquement envoyée à l'adresse mentionnée au 4°. Si l'adresse de facturation est différente, prière de compléter ci-dessous

Dénomination :

Service :

Nom :

Langue : F

Rue :

N° :

Boîte :

N° d'entrep. _____

Code postal :

Localité :

Quelques conseils

- Le texte doit être dactylographié ou imprimé de manière lisible sans ratures ni corrections.
- Il ne peut dépasser les limites du cadre imprimé ni empiéter sur les zones réservées aux greffes et au Moniteur belge.
- Tout texte doit être signé par les personnes compétentes.



Copie qui sera publiée aux annexes du Moniteur belge
après dépôt de l'acte au greffe

Réservé
au
Moniteur
belge

Greffe

Dénomination : **Centre d' Education à la Santé, en abrégé : Educa-Santé**

Forme juridique : Association sans but lucratif

Siège : Avenue Général Michel, 1b à 6000 Charleroi

N° d'entreprise : 420468373

Objet de l'acte : **Modifications statutaires**

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale du 27 juin 2005.

Conformément à la loi du 27 juin 1921 telle que modifiée par la loi du 2 mai 2002, au cours de la réunion susmentionnée réunissant au moins deux tiers des membres, il a été décidé, aux majorités spéciales énoncées par la loi, de modifier les statuts pour les adapter aux modifications légales et d'adopter un nouveau texte intégral qui se présente comme suit :

Titre I. Dénomination et siège social

Article 1 : L'association est dénommée "Centre d' Education à la Santé", en abrégé : "Educa-Santé". Cette dénomination doit figurer sur tous les actes, factures, annonces, publications, lettres, commandes et autres pièces émanant de l'association, immédiatement précédée ou suivie des mots "association sans but lucratif" ou de l'abréviation "ASBL" et accompagnée de la mention précise du siège.

Article 2 : Le siège social est établi en Belgique, dans l'arrondissement judiciaire de Charleroi. Il est actuellement établi avenue Général Michel, 1b à 6000 Charleroi. Il peut être transféré par décision de l'Assemblée générale dans tout autre lieu de la Communauté française de Belgique.

Titre II. Le but social et l'objet social

Article 3 : L'association a pour but général la promotion de la santé et plus particulièrement la prévention des traumatismes et la promotion de la sécurité. Elle se propose d'atteindre ce but, dans le cadre d'activités éducationnelles, scientifiques et philanthropiques, en :

- favorisant, organisant et coordonnant des activités d'éducation permanente dans le secteur de la santé publique ;
- répondant aux besoins de la population de la Communauté française Wallonie-Bruxelles en matière d'information et de promotion de la santé et de la sécurité ;
- mettant en œuvre ou promouvant tout type d'action visant à l'amélioration de la santé et de la sécurité ;
- développant les connaissances par un ensemble de recherches et d'actions, de conseil dans le domaine de la santé et de la sécurité afin de permettre un enseignement et une formation de qualité, ainsi qu'une action toujours plus efficace des institutions.

Elle peut prêter son concours et s'intéresser à toute activité similaire à son objet. Elle peut faire toutes les opérations se rattachant directement ou indirectement à son objet. Elle peut aussi créer et gérer tout service ou toute institution poursuivant l'objet de l'association.

Titre III. Les membres

Article 4 : L'association est composée de membres personnes physiques et/ou personnes morales oeuvrant dans le domaine de la promotion de la santé.

Les membres "personne morale" sont des institutions qui se font représenter par des délégués.

Les nouveaux membres sont les personnes, physiques et/ou morales, qui adressent leur demande, par écrit, au président de l'assemblée générale.

Les admissions de nouveaux membres sont décidées souverainement par l'assemblée générale, à la majorité des membres et à la majorité des deux tiers des délégués présents et représentés. Chaque personne morale peut se faire représenter par au maximum trois délégués.

La décision de l'assemblée générale est sans appel et ne doit pas être motivée. Elle est portée à la connaissance du candidat par lettre ordinaire.

Article 5: Le nombre de membres est illimité. Il ne peut être inférieur à trois.

Mentionner sur la dernière page du Volet B : **Au recto** : Nom et qualité du notaire instrumentant ou de la personne ou des personnes ayant pouvoir de représenter l'association ou la fondation à l'égard des tiers

Au verso : Nom et signature

Article 6 : Seuls les membres jouissent de la plénitude des droits accordés aux associés par la loi et les présents statuts.

Article 7 : Les membres peuvent se retirer à tout moment de l'association en adressant leur démission par écrit au président du conseil d'administration. L'exclusion d'un membre ne peut être prononcée que par l'Assemblée générale à la majorité des deux tiers des membres et à la majorité des deux tiers des délégués présents et représentés. Le Conseil d'administration peut suspendre, jusqu'à la décision de l'Assemblée générale, les membres qui se seraient rendus coupables d'infraction grave aux statuts ou aux lois.

Peuvent être exclus, les membres ayant commis un acte contraire à l'honneur, ayant gravement compromis les intérêts de l'association ou n'ayant pas respecté les statuts et/ou le règlement d'ordre intérieur.

Peut être réputé démissionnaire le membre qui n'assiste pas, qui ne s'excuse pas ou qui ne se fait pas représenter à deux Assemblées générales consécutives.

L'assemblée générale constate que le membre est réputé démissionnaire.

La qualité de membre du conseil d'administration se perd :

- par disparition de la qualité de membre de l'association qu'il représentait ou la cessation des fonctions en raison desquelles l'intéressé avait été désigné,
- par décès.

Article 8 : Le conseil d'administration tient au siège de l'association un registre de membres. Ce registre reprend les nom, prénom et domicile des membres, ou lorsqu'il s'agit d'une personne morale, la dénomination sociale, la forme juridique et l'adresse du siège social. En outre, toutes les décisions d'admission, de démission ou d'exclusion des membres sont inscrites dans ce registre par les soins du Conseil d'administration endéans les huit jours de la connaissance que le conseil a eue de la décision.

Le membre contresigne dans le registre la mention de son admission. Cette signature entraîne son adhésion aux présents statuts, au règlement d'ordre intérieur ainsi qu'aux décisions prises par l'association.

Article 9 : Tout membre peut consulter, au siège de l'association, les documents comptables, le registre des membres ainsi que les procès-verbaux et décisions de l'Assemblée générale, du Conseil d'administration, du délégué à la gestion journalière ou de tout mandataire agissant au sein et pour le compte de l'association. La demande doit être adressée préalablement par écrit au conseil d'administration et préciser le ou les documents auxquels le membre souhaite avoir accès. Les parties conviennent d'une date où le membre peut prendre connaissance des documents souhaités, cette date devant se situer dans le délai d'un mois à dater de la réception de la demande par le président du Conseil d'administration.

Article 10 : Tout membre démissionnaire ou exclu, ainsi que leurs héritiers n'ont aucun droit sur le fonds social de l'association. Ils ne peuvent réclamer ou requérir ni relevé, ni reddition de compte, ni apposition de scellés, ni inventaires, ni le remboursement des cotisations versées.

Titre IV. Les membres adhérents

Article 11 : Sont membres adhérents, les personnes qui souhaitent aider ou participer aux activités de l'association et qui s'engagent à en respecter les statuts et les décisions prises conformément à ceux-ci.

Les membres adhérents sont considérés comme des tiers, leur responsabilité personnelle ne peut donc être engagée pour des actes accomplis par l'association.

Article 12 : Les membres adhérents ne participent pas aux assemblées générales.

Article 13 : Toute personne qui désire devenir membre adhérent adresse une demande écrite au Conseil d'administration. Les admissions de nouveaux membres sont décidées souverainement par le Conseil d'administration.

La décision du Conseil d'administration est sans appel et ne doit pas être motivée. Elle est portée à la connaissance du candidat par lettre ordinaire.

Article 14 : Les membres adhérents peuvent se retirer à tout moment de l'association en adressant leur démission par écrit au Conseil d'administration.

Peuvent être exclus, les membres ayant commis un acte contraire à l'honneur, ayant gravement compromis les intérêts de l'association ou n'ayant pas respecté les statuts et/ou le règlement d'ordre intérieur.

L'exclusion d'un membre adhérent peut être prononcée par le Conseil d'administration.

Le Conseil d'administration constate que le membre adhérent est démissionnaire.

Titre V. Les cotisations

Article 15 : Les membres ne sont astreints au paiement d'aucune cotisation. Ils apportent à l'association le concours actif de leur capacité et de leur dévouement.

Titre VI. Le fonctionnement de l'Assemblée générale

Article 16 : L'Assemblée générale est composée de tous les membres. Elle est présidée par le Président du Conseil d'administration ou, en cas d'empêchement de celui-ci, par le Vice-Président ou le plus âgé des administrateurs présents.

Article 17 : L'Assemblée générale se réunit au moins une fois par an dans le courant du premier semestre de l'année civile. Une Assemblée générale extraordinaire peut être réunie à tout moment par décision du Conseil d'administration, soit à la demande de celui-ci, soit à la demande d'un cinquième des membres.

Article 18 : L'Assemblée générale est convoquée par le Conseil d'administration par lettre ordinaire confiée à la poste ou remise de la main à la main ou par courrier électronique au moins huit jours avant la date de l'assemblée. La convocation contient la date, le lieu et l'ordre du jour. Toute proposition signée par un vingtième des membres doit être portée à l'ordre du jour.

Article 19 : Chaque membre a le droit d'assister à l'Assemblée générale. Il peut se faire représenter par un autre membre porteur d'une procuration écrite dûment signée. Chaque membre ne peut être porteur que d'une seule procuration.

Article 20 : Tout membre personne physique a un droit de vote à l'Assemblée générale. Tout membre personne morale a un droit de vote égal à son nombre de délégués présents et représentés à l'Assemblée générale.

Article 21 : L'Assemblée générale délibère quel que soit le nombre de membres présents et représentés sauf dans les cas où la loi ou les présents statuts imposent un quorum de présences. Les résolutions sont prises à la majorité simple des voix des membres présents et représentés, sauf dans le cas où il en est décidé autrement dans la loi ou les présents statuts.

Les votes nuls, blancs ainsi que les abstentions ne sont pas pris en compte pour le calcul des majorités. En cas de parité de voix, celle du Président ou de l'Administrateur qui le remplace est prépondérante.

Article 22 : L'Assemblée ne peut délibérer valablement que sur les points inscrits à l'ordre du jour. Exceptionnellement, un point non inscrit à l'ordre du jour peut être délibéré à condition que la moitié des membres soient présents ou représentés à l'Assemblée générale et que deux tiers d'entre eux acceptent d'inscrire ce point à l'ordre du jour.

Article 23 : L'Assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications aux statuts que si les modifications sont explicitement indiquées dans la convocation et si l'Assemblée réunit au moins les deux tiers des membres, qu'ils soient présents ou représentés. Aucune modification ne peut être adoptée qu'à la majorité des deux tiers des voix des membres présents ou représentés. Toutefois, la modification qui porte sur le ou les buts en vue desquels l'association est constituée, ne peut être adoptée qu'à la majorité des quatre cinquièmes des voix des membres présents ou représentés. Si les deux tiers des membres ne sont pas présents ou représentés à la première réunion, il peut être convoqué une seconde réunion qui pourra délibérer valablement, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés, et adopter les modifications aux majorités précitées. La seconde réunion ne peut être tenue moins de 15 jours après la première réunion. L'Assemblée générale ne peut se prononcer sur la dissolution de l'association que dans les mêmes conditions que celles relatives à la modification du ou des buts de l'association.

Article 24 : Les décisions de l'Assemblée générale sont consignées dans un registre des procès-verbaux. Les procès-verbaux sont rédigés par le Secrétaire du Conseil d'administration ou, en cas d'empêchement, par un autre Administrateur désigné à cet effet par le Conseil d'administration. Ils sont signés par le Président et le Secrétaire et conservés dans un registre au siège social de l'association. Tout tiers justifiant d'un intérêt légitime peut demander des extraits des procès-verbaux signés par le Président ou par un autre Administrateur.

Les décisions de l'Assemblée générale sont portées à la connaissance des tiers intéressés par lettre ordinaire confiée à la poste ou remise de la main à la main ou par courrier électronique.

Article 25 : Toute modification aux statuts doit être déposée au greffe du tribunal de commerce du lieu du siège de l'association. Il en est de même de toute nomination, démission, ou révocation d'administrateur.

Titre VII. Les pouvoirs de l'Assemblée générale

Article 26 : L'Assemblée générale est le pouvoir souverain de l'association. Elle possède les pouvoirs qui lui sont expressément conférés par la loi, les présents statuts ou le règlement d'ordre intérieur.

Les attributions de l'Assemblée générale comportent le droit de modifier les statuts, d'admettre ou d'exclure un membre, de prononcer la dissolution volontaire de l'association ou la transformation de celle-ci en finalité sociale, de nommer et de révoquer les administrateurs, de nommer et révoquer les commissaires et de fixer leur rémunération lorsque celle-ci est prévue, d'approuver annuellement les comptes et budgets, d'octroyer la décharge aux administrateurs.

Titre VIII. La composition du Conseil d'administration

Article 27 : L'association est gérée par un Conseil d'administration composé de minimum 3 membres et de maximum 21 membres.

Toutefois, si seules trois personnes sont membres de l'association, le Conseil d'administration n'est composé que de deux personnes. Le jour où un quatrième membre effectif est accepté, une Assemblée générale procédera à la nomination d'un troisième administrateur. Le nombre d'administrateurs doit en tout cas toujours être inférieur au nombre de personnes membres de l'association.

Les membres du Conseil d'administration, choisis parmi les membres après un appel de candidatures, sont nommés par l'Assemblée générale à la majorité absolue des voix des personnes présentes et représentées et par vote secret. Le mandat d'Administrateur est de quatre ans. Il se termine à la date de la quatrième Assemblée générale ordinaire qui suit celle qui l'a désigné comme administrateur. L'Administrateur sortant est rééligible.

Tant que l'Assemblée générale n'a pas procédé au renouvellement du Conseil d'administration au terme du mandat des administrateurs, ceux-ci continuent à exercer leur mission en attendant la décision de l'Assemblée générale.

Article 28 : Les administrateurs exercent leur fonction gratuitement. Toutefois les frais exposés dans l'accomplissement de leur mission pourront être remboursés. La fonction d'administrateur ou d'administrateur délégué peut être rémunérée. Dans ce cas, l'Assemblée générale fixera le montant des rémunérations qui seront accordées.

Article 29 : Les administrateurs ne contractent, en raison de leur fonction, aucune obligation personnelle et ne sont responsables, vis-à-vis de l'association, que de l'exécution de leur mandat.

Article 30 : Tout administrateur qui veut démissionner doit signifier sa démission par écrit au Président du Conseil d'administration. En cas de vacance d'un mandat, un administrateur peut être nommé à titre provisoire par l'Assemblée générale. Il achève dans ce cas le mandat de l'Administrateur qu'il remplace.

Titre IX. Le fonctionnement du Conseil d'administration

Article 31 : Le Conseil désigne en son sein un Président, un Vice-Président, un Secrétaire et un Trésorier.

Le Président est chargé notamment de convoquer et de présider le Conseil d'administration.

Le Secrétaire est notamment chargé de rédiger les procès-verbaux, de veiller à la conservation des documents. Le Secrétaire tient le registre des membres, y inscrit les modifications et veille à déposer la mise à jour au greffe du tribunal de commerce dans le mois de la date anniversaire du dépôt des statuts. Il procède aux autres dépôts obligatoires au greffe du tribunal de commerce.

Le Trésorier est notamment chargé de la tenue des comptes, de la déclaration à l'impôt, des formalités pour l'acquittement de la taxe sur le patrimoine et de la T.V.A.

En cas d'empêchement temporaire du Président, ses fonctions sont assumées par le Vice-Président ou par le plus âgé des Administrateurs présents.

Article 32 : Les membres du Conseil peuvent se faire représenter par un autre administrateur porteur d'une procuration écrite et dûment signée. Un administrateur ne peut être porteur que d'une seule procuration.

Article 33 : Le Conseil délibère valablement si la moitié des administrateurs sont présents ou représentés.

Article 34 : Les décisions du Conseil sont prises à la majorité simple des voix des administrateurs présents et représentés. Les votes blancs, nuls ainsi que les absentions ne sont pas pris en compte pour le calcul des majorités. En cas de partage de voix, celle du Président ou de l'Administrateur qui le remplace est prépondérante. Si un administrateur a, directement ou indirectement, un intérêt opposé de nature patrimoniale à une décision ou une opération relevant de la compétence du conseil d'administration, il doit en faire part aux autres administrateurs avant que le Conseil prenne une décision. Tout administrateur qui a un intérêt opposé à celui de l'association ne peut participer aux délibérations et au vote sur ce point de l'ordre du jour.

Article 35 : Le Conseil d'administration est convoqué par le Président ou, en cas d'empêchement, par un autre Administrateur. Il se réunit au moins une fois par semestre.

La convocation au Conseil d'administration se fait par lettre ordinaire confiée à la poste ou remise de la main de la main ou par courrier électronique au moins huit jours avant la date fixée pour la réunion du Conseil. Elle contient la date, le lieu et l'ordre du jour.

Le Conseil d'administration ne délibère que sur les points inscrits à l'ordre du jour. Exceptionnellement, un point non inscrit à l'ordre du jour peut être débattu si les deux tiers des Administrateurs présents et représentés marquent leur accord.

Les décisions du Conseil d'administration sont consignées dans un registre des procès-verbaux. Les procès-verbaux sont rédigés par le Secrétaire du Conseil d'administration ou, en cas d'empêchement, par un autre Administrateur désigné à cet effet par le Conseil d'administration. Ils sont signés par le Président et le Secrétaire et conservés dans un registre au siège social de l'association.

Dans des cas exceptionnels, lorsque l'urgence et l'intérêt de l'ASBL le requièrent, les décisions du Conseil d'administration peuvent être prises sans réunion mais avec l'accord écrit unanime des administrateurs. A cet effet, il faut l'accord unanime préalable des administrateurs d'appliquer un processus décisionnel écrit. Le processus décisionnel écrit suppose en tout cas une délibération préalable par e-mail, par visio-conférence ou par téléconférence.

Titre X. Les pouvoirs dévolus au Conseil d'administration

Article 36 : Le Conseil d'administration a les pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association. Il peut notamment faire et recevoir tous les paiements et en exiger ou donner quittance, faire et recevoir tous dépôts, acquérir, échanger ou aliéner tous biens meubles ou immeubles ainsi que prendre et céder un bail même pour plus de neuf ans; ouvrir et gérer tout compte bancaire, accepter et recevoir tous subsides et subventions privés et officiels, accepter et recevoir tous dons et donations, consentir et conclure tous contrats d'entreprise et de vente, contracter tous emprunts avec ou sans garantie, consentir et accepter toutes subrogations et cautionnements, hypothéquer les immeubles sociaux, contracter et effectuer tous prêts et avances, renoncer aux droits contractuels ou réels ainsi qu'à toutes garanties réelles personnelles, donner mainlevée avant ou après paiement, de toutes inscriptions privilégiées ou hypothécaires, transcriptions, saisies, ou d'autres empêchements, plaider tant en demandant qu'en défendant, devant toute juridiction, exécuter tous jugements, transiger, compromettre.

Toutes les attributions qui ne sont pas expressément réservées par la loi, les statuts ou le règlement d'ordre intérieur à l'Assemblée générale seront exercées par le Conseil d'administration.

Article 37 : Le Conseil d'administration nomme, soit lui-même, soit par mandataire, tous les agents, employés, et membres du personnel de l'association et les destitue. Il détermine leur occupation et leur traitement. Le Conseil d'administration peut déléguer des pouvoirs à un ou plusieurs administrateurs, à des membres ou à des tiers. Dans ces cas, l'étendue des pouvoirs conférés et la durée durant laquelle ils peuvent être exercés seront précisées. La démission ou la révocation d'un administrateur mettent fin à tout pouvoir délégué par le Conseil d'administration.

Titre XI. L'action en justice

Article 38 : Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont intentées ou soutenues au nom de l'association par le Conseil d'administration.

Titre XII. La gestion journalière

Article 39 : Le Conseil délègue la gestion journalière de l'association et la représentation afférente à celle-ci, avec l'usage de la signature afférente à cette gestion, à un ou plusieurs organe(s), composé(s) d'une ou plusieurs personne(s), administrateur(s) ou membre(s) du personnel. S'ils sont plusieurs, le Conseil d'administration détermine s'ils agissent individuellement, conjointement ou collégalement.

Les personnes qui composent ces organes ne devront pas justifier vis-à-vis des tiers d'une décision préalable ou d'une procuration du Conseil d'administration.

Le mandat prend fin automatiquement quand le délégué chargé de la gestion journalière perd sa qualité d'Administrateur ou s'il n'est plus membre du personnel de l'ASBL. Le Conseil d'administration peut, à tout moment et sans qu'il doive se justifier, mettre fin au mandat conféré à la personne ou aux personnes chargée(s) de la gestion journalière.

Sont considérés comme des actes de gestion journalière, toutes les opérations qui doivent être effectuées au jour le jour pour assurer le fonctionnement normal de l'ASBL et qui, en raison de leur moindre importance ou de la nécessité de prendre une décision prompte, ne requièrent pas ou ne rendent pas souhaitable l'intervention du Conseil d'administration.

Les actes relatifs à la nomination ou à la cessation de fonctions des personnes déléguées à la gestion journalière sont déposés au greffe du tribunal de commerce en vue de leur publication par extrait au Moniteur belge.

Titre XIII. La représentation

Article 40 : Le Conseil d'administration qui a le pouvoir de représenter l'ASBL délègue ce pouvoir à un ou plusieurs organe(s), composé(s) d'une ou plusieurs personne(s), administrateur(s) ou membre(s) du personnel de l'association. S'ils sont plusieurs, le Conseil d'administration détermine s'ils agissent individuellement, conjointement ou collégalement.

Les personnes qui composent ces organes ne devront pas justifier vis-à-vis des tiers d'une décision préalable ou d'une procuration du conseil d'administration.

Le mandat prend fin automatiquement quand le délégué chargé de la représentation perd sa qualité d'Administrateur ou s'il n'est plus membre du personnel de l'ASBL. Le Conseil peut, à tout moment et sans qu'il doive se justifier, mettre fin au mandat conféré à la personne ou aux personnes chargées de la représentation générale de l'association.

Les actes relatifs à la nomination ou à la cessation de fonctions des personnes habilitées à représenter l'association sont déposés au greffe du tribunal de commerce en vue de leur publication par extrait au Moniteur belge.

Article 41 : L'association est aussi valablement engagée par des mandataires spéciaux et ce dans les limites données à leurs mandats.

Titre XIV. Le règlement d'ordre intérieur

Article 42 : Un règlement d'ordre intérieur peut être instauré. Son acceptation ainsi que les modifications qui pourraient y être apportées nécessitent une décision de l'Assemblée générale réunissant au moins la moitié des membres et la moitié des délégués et statuant à la majorité des deux tiers des voix des membres et à la majorité des deux tiers des voix des délégués présents et représentés.

Titre XV. Dispositions diverses

Article 43 : L'exercice social commence le 1er janvier pour se terminer le 31 décembre.

Article 44 : L'association souscritra les éventuelles assurances nécessaires à son fonctionnement.

Article 45 : Les comptes de l'exercice écoulé, le budget pour l'exercice suivant (ainsi qu'un rapport d'activités) seront soumis annuellement pour approbation à l'Assemblée générale. L'Assemblée générale pourra désigner un ou plusieurs commissaire(s), membre(s) ou non, chargé(s) de vérifier les comptes de l'association et de lui présenter son rapport annuel. Elle déterminera la durée de son (leur) mandat.

Les comptes annuels sont déposés dans le dossier tenu au greffe du tribunal de commerce conformément à l'article 26novies de la loi sur les ASBL et les fondations. Le cas échéant, les comptes annuels sont également déposés à la Banque nationale, conformément aux dispositions de l'article 17, §6, de la loi sur les ASBL et les fondations et des arrêtés d'exécution y afférents.

Article 46 : En cas de dissolution de l'association, l'Assemblée générale désignera le ou les liquidateurs, déterminera leurs pouvoirs et indiquera l'affectation à l'actif net de l'avoir social de l'association. Dans tous les cas de dissolution volontaire ou judiciaire, à quelque moment ou par quelque cause qu'elle se produise, l'actif net de l'association dissoute sera affecté à une association ou un organisme similaire poursuivant le même but.

Article 47 : Tout ce qui n'est pas expressément prévu dans les présents statuts est réglé conformément à la loi du 27 juin 1921 régissant les associations sans but lucratif.

Volet B - suite

Mise à jour de la composition du Conseil d'administration depuis la dernière publication :

Administrateurs sortants :

André, Annie, avenue des Alliés 2, 6000 Charleroi, Femmes prévoyantes socialistes
Bertrand, Françoise, boulevard Tirou 167, 6000 Charleroi, Mutualités chrétiennes
Biernaux, Aimée, rue de la Bassée 29, 6043 Ransart, échevin
Dehont, Christine, rue Belle-Vue 21, 6001 Marcinelle, ville de Charleroi
Delegher, Viviane, place Brugmann 29, 1060 Bruxelles, Croix-Rouge de Belgique
Delvaux, Fabrice, rue du Marché 2, 7100 La Louvière, Mutualités chrétiennes
Dosimont, Eric, boulevard Joseph II 13, 600 Charleroi, CPAS-Charleroi
Henkinbrant, Jacques, rue Van Obbergen 77, 1140 Bruxelles, Alliance nationale des Mutualités chrétiennes
Legrand, Jean-Claude domicilié avenue des Champs Clairs 10, 1420 Braine-l'Alleud, médecin
Paridaens, Jean, route de Mons 10, 6111 Landelies, Mutualités socialistes
Swinen, Roger, rue des Clercs 41, 4360 Oreye, U.N.M.S.
Tordeur, José, rue Général de Gaule 111, 6180 Courcelles, Mutualités socialistes
Unger, J., rue d'Anderlues 30, 6530 Thuin, Fédération des Mutualités socialistes de Charleroi
Yernaux, Jean-Pierre, place des Combattants 11, 6230 Viesville, psychomotricien.

Administrateurs entrants :

Bantuelle Martine domiciliée rue des Malagnes 19 à 6200 Bouffloux
Brichard Sylvie-Anne domiciliée rue des Culées 51 à 6224 Wanfercée-Baulet
Jacqmin Daniel domicilié rue du Château d'Eau 12 à 5600 Philippeville
Serbruyns Dominique domiciliée rue du Cherbois 17 à 6001 Marcinelle
Solau Patrick domicilié rue du Mortolivet 21 à 5190 Onoz
Spiece Catherine domicilié rue A. Baccus 14 à 1350 Folx-les-Caves
Verbayst Anne-Marie domiciliée rue de Marcinelle 192/01/3 à 6032 Mont-sur-Marchienne
Vryens Philippe domicilié chemin Latéral 9 à 59186 Anor (France)
Wernette Fabienne domiciliée avenue des Hêtres 3 à 1495 Villers-la-Ville

Liste complète des administrateurs à ce jour :

Bantuelle Martine domiciliée rue des Malagnes 19 à 6200 Bouffloux
Brichard Sylvie-Anne domiciliée rue des Culées 51 à 6224 Wanfercée-Baulet
Delvinquière Franklin domicilié rue d'Ormont 84 à 7540 Kain
Farrugia Gésua domiciliée rue des Collines 4 à 6040 Jumet
Jacqmin Daniel domicilié rue du Château d'Eau 12 à 5600 Philippeville
Paimparet Isabelle domiciliée rue Paul Janson 62 à 6182 Souvret
Quinet Jean-Paul domicilié rue Joseph Wauters 101 à 6060 Gilly
Schleiper Albert domicilié rue de la Chaussée 3 à 6240 Farciennes
Serbruyns Dominique domiciliée rue du Cherbois 17 à 6001 Marcinelle
Solau Patrick domicilié rue du Mortolivet 21 à 5190 Onoz
Spiece Catherine domicilié rue A. Baccus 14 à 1350 Folx-les-Caves
Verbayst Anne-Marie domiciliée rue de Marcinelle 192/01/3 à 6032 Mont-sur-Marchienne
Vryens Philippe domicilié chemin Latéral 9 à 59186 Anor (France)
Wernette Fabienne domiciliée avenue des Hêtres 3 à 1495 Villers-la-Ville

Le Conseil d'administration a désigné Bantuelle Martine, domiciliée rue des Malagnes 19 à 6200 Bouffloux, comme personne chargée de la gestion journalière et qui possède tous les pouvoirs de gestion et de représentation afférents à cette gestion quotidienne. Elle agit en qualité d'organe individuellement.

Il désigne Bantuelle Martine, domiciliée rue des Malagnes 19 à 6200 Bouffloux, Quinet Jean-Paul, domicilié rue Joseph Wauters 101 à 6060 Gilly et Schleiper Albert, domicilié rue de la Chaussée 3 à 6240 Farciennes, comme personnes disposant du pouvoir de représenter l'association et qui possèdent le pouvoir de représenter l'association dans tous les actes juridiques et en justice. Ils agissent en qualité d'organes conjointement.

Fait ce 27 juin 2005 en double exemplaire.

Signatures